technique et plus facilement compréhensible par tous.

La plupart des enquêtes surviennent parce que les requérants ne sont pas admissibles aux prestations, soit que leurs cotisations aient été insuffisantes, soit qu'ils aient été employés dans des postes non assurables, mais non à cause de retards de la part de la Commission.

Bref, les gens peuvent maintenant s'adresser à la Commission d'assurance-chômage en faisant parvenir les formules voulues par la poste, et si elles sont bien remplies, le paiement est promptement versé, également par la poste. De plus, il n'est plus nécessaire de se présenter en personne au bureau pour demander des renseignements personnels. Ceux qui s'y présentent le font volontairement pour obtenir des informations d'ordre général.

On peut se procurer des formules aux Bureaux de poste, aux Centres de la main-d'œuvre du Canada et dans certaines salles de syndicats.

J'aimerais raccourcir cette déclaration. Selon les données statistiques de la Commission, les requérants sont payés régulièrement dans les trois semaines qui suivent la date de la réclamation initiale, à raison de 97 p. 100 ou plus des réclamations. C'est un pourcentage encore plus élevé que celui de l'an dernier. Par exemple, le 21 janvier, seulement 2.8 p. 100 des réclamations présentées au cours de la troisième semaine précédente, étaient encore pendantes et seulement 12 réclamations sur 4,458 présentées au cours de la quatrième semaine précédente étaient encore pendantes.

Je possède d'autres statistiques du genre, dont je vous ferai grâce. Le 23 février, date du dernier total que j'ai, seulement 1.6 p. 100 des cas n'étaient pas réglés après trois semaines et 6 cas étaient en instance sur 6,407 cas de la quatrième semaine précédente.

• (2.30 p.m.)

Les deux langues officielles sont à la disposition des réclamants au bureau de Toronto. En outre, plusieurs des employés parlent un certain nombre des langues les plus répandues dans la région de Toronto. Des efforts seront faits pour identifier ces employés afin de résoudre en partie les problèmes des néo-Canadiens qui ne connaissent pas encore très bien l'une ou l'autre langue officielle. Il n'est pas inusité que 10 ou 12 langues soient employées à un moment ou l'autre par les réclamants, ce qui crée un problème de communication. Néanmoins, la Commission a toujours été disposée à fournir des interprètes au besoin.

Plusieurs brochures de renseignements sont maintenant publiées en plusieurs langues pour informer les cotisants sur les exigences de

l'assurance-chômage et la façon de présenter les demandes de prestations et de les toucher.

Le bureau de Toronto est actuellement situé rue Dufferin, dans des locaux temporaires. La Commission a l'intention d'établir deux bureaux distincts dans la région de Toronto, un avenue St. Clair, l'autre dans l'ouest de la ville. Cela sera fait avant l'hiver prochain.

J'ai déjà fait le nécessaire afin que l'aménagement des bureaux de la Commission d'assurance-chômage soit plus attrayant pour les requérants et le public en général.

En terminant, je tiens à répéter que la CAC est fort capable de s'occuper de toutes les réclamations actuelles. Elle dispose du personnel et de l'équipement nécessaires pour faire face à toute situation urgente qui pourrait survenir à la suite de circonstances particulières dans une industrie ou une région. Il y aura toujours des cas où il faut un peu plus de temps pour verser les prestations, par exemple, lorsque les dossiers sont incomplets ou qu'une réclamation en suit une autre de près. De telles situations sont graves pour les personnes en cause et la Commission fait tout son possible pour minimiser ce problème.

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, nous savons gré au ministre de la déclaration qu'il vient de faire au sujet de la situation aux bureaux de la Commission d'assurance-chômage à Toronto. Je le remercie de m'en avoir envoyé le texte.

Le seul fait qu'il y a 700 nouvelles demandes et 8,000 demandes courantes de plus que le même mois l'an dernier montre la gravité du chômage à Toronto. Je ne puis comprendre, non plus que la population de Toronto sans doute, pourquoi une ville aussi grande que l'agglomération de Toronto n'ait qu'un bureau d'assurance-chômage, d'ailleurs provisoire; cet unique bureau est situé rue Dufferin. C'est sûr, une ville de l'importance de Toronto a besoin d'au moins deux bureaux, et je suis heureux que le ministre prenne des dispositions pour en ouvrir un second. Toutefois, dans ce cas-ci, nous verrouillons la porte une fois que le cheval a été volé. On aurait dû agir il y a longtemps, compte tenu de la grandeur de la ville de Toronto.

La Commission d'assurance-chômage tente vraiment de remédier à cette grave situation. Nous sommes heureux d'apprendre que de nouveaux téléphones ont été installés et que de nouvelles formules seront utilisées. Les formules que les requérants devaient remplir n'auraient pu être comprises que par un avocat habile. Trop de questions étaient posées dans un espace trop restreint et tellement troué par les ordinateurs qu'il était très souvent difficile de comprendre la question. Il n'est pas étonnant que les gens aient eu de la